

DPG 2A

Le Nom de Laronze

Du meurtre d'un paysan au « collectif d'agricultrices et agriculteurs contre les normes »

LE MEURTRE DE JÉRÔME LARONZE

Le 11 mai 2017, ultime contrôle des services vétérinaires sur la ferme de Jérôme Laronze à Trivy en Saône-et-Loire. Venus procéder au recensement de son troupeau de vaches en vue de sa saisie, ils sont accompagnés de pas moins de 6 gendarmes... Mis devant le fait accompli et ne voulant pas assister à l'office, Jérôme ne se présente pas... Commence une cavale qui se terminera 9 jours plus tard sous les balles d'un gendarme au bord d'un chemin isolé de campagne. Jérôme avait 37 ans.

Le 20 mai 2017 marque l'épilogue dramatique d'une descente aux enfers comme s'en vivent tant d'autres dans les campagnes, trop souvent enfouies dans le silence et l'isolement propres au milieu paysan.

Jérôme s'installe en 2003, reprenant

l'administration et l'humiliation des contrôles qu'elle fait subir. Comme il refuse quelques-unes de ses injonctions, la machine administrative se met en route : de contrôle en contrôle, de récrimination en interdiction de circulation des animaux, tout part à vau-l'eau... En 2016, un contrôle particulièrement violent en présence des gendarmes mis à contribution pour regrouper le troupeau provoque la panique des animaux. Des vaches se jettent dans le ruisseau en bordure de prairie sous les yeux de Jérôme, menotté pour l'occasion... Cinq d'entre elles se noient, selon son témoignage.

Mais Jérôme ne fait pas que subir et il manifeste à plusieurs reprises son hostilité à l'encontre de l'administration, et l'exprime lucidement à travers divers communiqués au Journal de Saône et Loire : « L'hyper administration n'apporte rien aux agriculteurs, sinon de l'humiliation et des brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands et aux intermédiaires. Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra-réglementation qui conduit à une destruction des paysans ».

LA NAISSANCE DU COLLECTIF CONTRE LES NORMES

La mort de Jérôme, quoique relatée très discrètement par la presse nationale, marquera profondément d'autres paysans se reconnaissant dans son engagement. Ceux-ci feront rapidement le lien avec les critiques du monde agricole développées dans les livres de Xavier Nouilhanne (*Le ménage des champs*) (1) et de Yannick Ogor (*Le paysan impossible*) (1), deux brûlots contre l'agriculture industrielle et toutes les pseudo-alternatives qui se déploient en son sein... Ainsi naquit un « Collectif d'agricultrices et agriculteurs contre les normes » à l'automne 2017. L'objectif est de regrouper les opposant-es à la mise aux normes indus-

trielles, autant dire à la mise au pas de l'agriculture, de se rassembler lors de contrôles pour créer un rapport de forces, à l'instar de ce qui s'est fait lors de l'opposition à l'identification électronique (par exemple, contre le puçage des animaux), de créer un réseau décentralisé de groupes locaux, de relever et diffuser les témoignages de ceux-celles qui sont pris dans la « machine », de les sortir de l'isolement et de les soutenir...

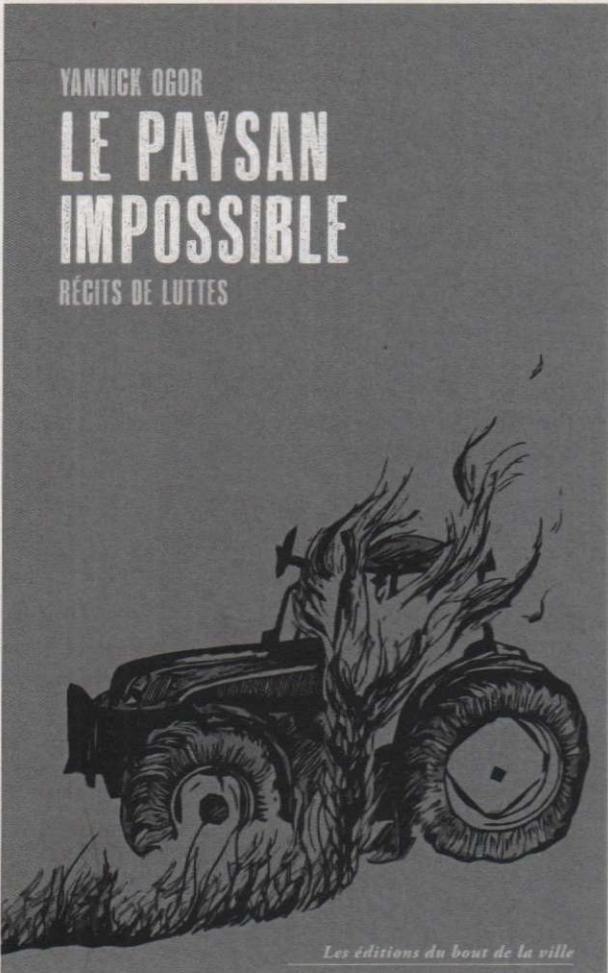
LES RENCONTRES DU COLLECTIF À GENVES (69)

Le 20 janvier 2018, je me retrouve à Mâcon (Rhône), au square de la Paix, où le 20 de chaque mois se tient une veillée en hommage à Jérôme. Ce même week-end est organisée à Genves, village proche de Mâcon, la deuxième rencontre du Collectif. Pour y participer, j'ai traversé la France, abandonnant mes brebis au Pays Basque. Déjà en octobre, au même endroit, s'était tenue la première session du Collectif, correspondant avec la veillée d'hommage organisée par l'association « Justice et vérité pour Jérôme ». Outre à cette manifestation de solidarité du 20 janvier, j'ai participé à trois jours de rencontres et de discussions entre une bonne cinquantaine de participant-es, essentiellement des paysannes, venus de toute la France, mais aussi une d'Italie !

L'histoire singulière de Jérôme, les convictions qui l'animaient, sa mort tragique étaient à elles seules de fortes raisons pour être présent à ce moment.

La volonté de paysan-nes de structurer une opposition dans le milieu rural, indépendante de l'État et de tous ses faire-valoir, en est une autre, quand tout semble devoir passer par les arcanes des institutions : négocier avec elles et employer leur langage (c'est-à-dire « définir des critères », les « chiffrer », montrer sa « bonne volonté » - montrer patte blanche, quoi!) comme le font inlassablement les syndicats empêtrés dans la cogestion !

Après les présentations, les rencontres commencent par la lecture du dernier témoignage, bouleversant et d'une grande tenue littéraire dans lequel Jérôme évoque ses griefs contre l'administration agricole... On peut espérer une publication de ce texte, et d'autres aussi, quand



1- *Le ménage des champs*, sept 2016, 250 p, 12€ ; *Le paysan impossible*, juin 2017, 215 p, 12 € ; ces deux livres ont été publiés par Les éditions du bout de la ville 09290 Le Mas-d'Azil.

la ferme de son père. Pendant quelques années, tout se passe bien. Jérôme élève ses vaches sans qu'il ne se pose de problèmes particuliers. Mais, comme beaucoup de paysans, il est excédé par la prégnance de

relance de la lutte devrait s'appuyer sur cette composante paysanne incontournable.

Aujourd'hui, la question agricole de l'alimentation revient avec force avec une dégradation généralisée des produits : industrialisation et appauvrissement nutritif, intoxications et pollution aux pesticides, germes et perturbateurs endocriniens, épuisement et extinction possibles des ressources, nouvelles pathologies frappant des dizaines de millions de personnes, etc. Cette question de l'alimentation se double d'une accélération capitaliste de la concentration de la production agricole : petits paysans ne produisant pas assez pour les filières industrialisées ; imposition de contrôles et de normes commerciales, administratives, sanitaires, environnementales accessibles aux seules exploitations « financièrement viables » ; filières impactant la terre, l'eau, l'air sans commune mesure avec les avantages recherchés. Cette concentration de la production vise à créer des fermes-usines pour remplacer les exploitations actuelles déjà très productives qui remplaçaient déjà les petites fermes vivrières.

La ZAD de NDDL, avec une situation inédite d'un millier d'hectares préservés, son audience, son mélange

de cultures, ses réseaux, ses expériences, sa position proche d'une métropole régionale dans une région agricole combative, peut porter la revendication d'une agriculture hors normes, comprise non plus comme une activité économique abstraite et séparée mais comme une globalité cohérente reliant besoins, moyens, fonctionnement collectif et mode de vie satisfaisants pour les acteurs et actrices.

Des « assises - rencontres - ateliers de l'agriculture hors-normes », appuyés sur des exemples concrets et annoncés dans une échéance pas trop éloignée, pourraient relancer la dynamique de la ZAD, qui ne peut pas perdurer sans un combat fédérateur.

Bien sûr, ce rebond de la lutte modifierait substantiellement la composition du mouvement. Les anti-aéroport stricts (sur la position « pas de ça chez moi ! ») resteraient probablement chez eux. La composante agricole productiviste (FNSEA, CDJA) de l'ADECA - Association de Défense des Exploitants Concernés par l'Aéroport - qui désire toujours plus de terres, d'emprunts ou de machines, se déchaînerait sur le thème : « Laissez l'agriculture aux spécialistes ! ». Une telle initiative pourrait aussi se heurter à la culture squat de la ZAD, méfiante d'un trop grand ali-



gnement sur des codes politiques et culturels trop proches du système, avec des exploitants hors-normes peut-être mais pas « en-dehors », qui risqueraient de la sortir de « sa zone de confort ». Mais depuis l'abandon de l'aéroport, le rebond va s'imposer un peu : tout doit changer pour que rien ne change et que la ZAD d'aujourd'hui ait une perspective d'avenir, sous peine de se rabougir et devenir un groupe de quelques fermes façon Tarnac nantais avec ses épiciers (?), ou un musée des luttes façon Larzac avec son député européen (!)... ou juste un souvenir!

Pays de Retz, le 22/02/18

De la Bretagne au Pays Basque, continuons d'enraciner la ZAD

Brigade de rencontres et de solidarités du 24 mars au 1er avril 2018, à l'Ambazada et à la Wardine

Après l'arrêt des centrales nucléaires de Plogoff et du Carnet en Bretagne, de l'extension du camp militaire au Larzac et la fermeture de la centrale de Lemoiz en Pays Basque, l'abandon de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est une nouvelle victoire populaire. Elle a été obtenue grâce à la diversité des composantes opposées au projet, aux habitant-e-s de la zone à défendre et aux soutiens portés de toutes parts. Elle donne des ailes à d'autres luttes ainsi que la possibilité de créer ou de renforcer, sur ce territoire maintenant libéré d'une menace d'infrastructure inutile, une multitude de projets afin de poursuivre le travail entamé.

C'est poussé-e-s par ces convictions qu'en Bretagne comme au Pays Basque, nous nous sommes battus contre ce projet d'aéroport et avons soutenu la ZAD. Nous sommes aussi venu-e-s construire l'Ambazada et nous voulons maintenant transformer un essai : continuer de prendre part à sa réalisation afin d'inaugurer cette grande cabane internationale et intergalactique qui permettra des rapprochements et des convergences des peuples et des gens du monde entier.

Répondant à l'appel commun lancé pour donner un coup de main à cette construction et connaître la situation et les perspectives de la ZAD, une nouvelle brigade est en préparation pour la dernière semaine de mars 2018. Des collectifs bretons solidaires de NDDL se joindront aux Basques et aux habitant-e-s de la ZAD. Tout au long de cette semaine, des rencontres, conférences et fêtes seront organisées à la Wardine, autour notamment des questions basque et bretonne, leurs histoires, leurs langues, leurs luttes...

En Bretagne, la victoire contre l'aéroport n'est qu'une première étape. En plus de la lutte menée par la trentaine de collectifs de soutien à la lutte de Notre-Dame des Landes, des dizaines de collectifs sont en lutte contre des projets destructeurs : contre une centrale à gaz à Landivisiau, une mine d'or dans les Monts d'Arrée, contre l'extraction de sable en baie de Lannion, contre les mines, encore, dans le Trégor, contre une rocade dans la vallée du Restic au nord de Brest, et tant d'autres. C'est de toutes ces luttes, mais aussi des luttes linguistique, culturelle, sociale, féministe... que l'Ambazada doit se faire l'écho.

Concernant le Pays Basque, cela fait maintenant deux ans que divers collectifs sont en lien étroit avec la ZAD. Un échange des pratiques et des pensées a ouvert les un-e-s et les autres sur des réalités et des manières d'agir. Tout en découvrant un lieu gorgé d'autogestions et de complémentarités, les Basques ont voulu, à leur tour, porter la voix des peuples niés par les Etats-nations dominants. Le camp autogéré, les rencontres intergalactiques et le chantier collectif Ambazada d'août dernier ont permis de rencontrer des dynamiques d'autres lieux encore, et cet enrichissement mutuel et pluriel va continuer de plus belle.

Quel que soit le futur de la ZAD, une chose est certaine : c'est dans la consolidation de chaque projet entamé et dans l'union des forces que nous pèserons ensemble dans la balance. Gageons que face à un risque d'expulsion imminent ou de légalisation à la française, nous rassemblerons le désir et les moyens nécessaires à enraciner l'avenir de la ZAD, dans un climat apaisé et constructif. Afin de semer, dès aujourd'hui, les graines d'une nouvelle forme politique de territoire dégagé du centralisme jacobin et de ses filiales énergétiques, doté d'un fonctionnement commun librement choisi et défini pas ses habitant-e-s.



l'instruction judiciaire aura fait son chemin... Suivent d'autres témoignages de paysan-nes : descente de gendarmes à leur domicile, bétail saisi, internement de force en hôpital psychiatrique, fichage, acharnement des services vétérinaires ou de la MSA (Mutuelle sociale agricole), redressement judiciaire... Souvent c'est en sus de problèmes familiaux ou de santé que le harcèlement administratif s'acharne. A côté de ces récits, le film *Petit paysan* (sorti en 2017, et qui voudrait montrer la dureté et les angoisses des petits éleveurs) apparaît comme une bien pâle fiction !

Divers groupes locaux témoignent de leur activité en Anjou, Bretagne, Auvergne... Tout ceci est en cours de constitution : échanges d'expériences, élaboration d'une critique de la gestion par les normes et préparation à la solidarité font partie des pré-occupations.

Retour d'expériences aussi de la lutte contre l'identification électronique en ovins en Provence, Tarn et Pays Basque avec diverses fortunes et souvent un essoufflement... Dans le Tarn, le collectif « Faut pas pucer », toujours actif, continue la lutte ; ailleurs le silence des cimetières a pris place après quelques intenses

actes d'opposition.

J'apporte mon témoignage du Pays Basque où cette lutte n'a jamais vraiment pris (en regard du nombre très important d'éleveurs de brebis dans la région) : tout (c'est-à-dire peu) n'a tenu qu'à une poignée de personnes, la critique sous-jacente de la traçabilité, de la technologie, de la sujétion à l'administration a eu peu d'écho... En outre, il est difficile d'engager une bataille quand celle-ci met un tant soit peu les subventions en péril ! C'est ici une réalité du monde « paysan », tellement assujéti à l'administration qu'il lui est difficile d'imaginer s'en émanciper. Et tout ce qui constitue la représentation et l'organisation des agriculteurs et agricultrices procède de la même logique.

LES ENJEUX À VENIR

Pour le Collectif contre les normes, il s'agit de se nourrir des oppositions antérieures et actuelles, de les déployer plus largement... Il est prévu de s'intéresser à tous les acteurs qui jouent un rôle dans les diverses procédures subies par les paysan-nes en difficulté, de décrypter leurs fonctionnements, de savoir qui fait quoi en matière de contrôles sanitaires, de contrôles administratifs et sociaux, de sanctions, d'enlèvement des animaux saisis etc. Et, le cas échéant,

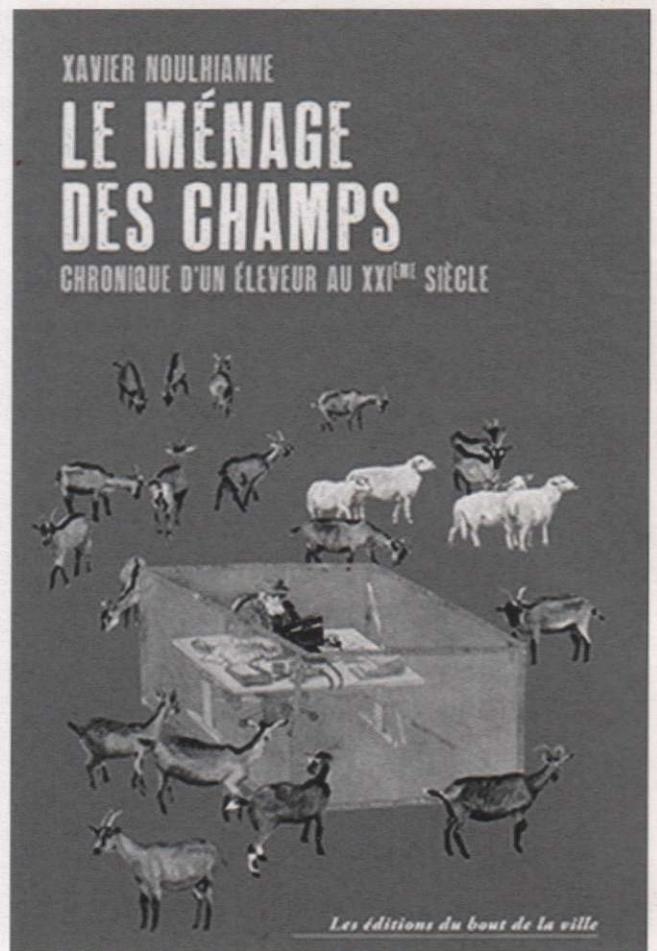
d'organiser des ripostes.

A ce jour, si plusieurs types d'actions ont été évoqués, le Collectif est en cours de définition (jusqu'à son propre nom) et d'organisation. D'autres rencontres auront lieu à la fin de l'été.

Entre temps, autour du 20 mai prochain, des manifestations en mémoire de Jérôme Laronze seront organisées.

Pour que sa mort ne demeure pas dans le silence, que sa parole ne soit pas un cri dans le désert.

Fabrice J., le 20 février



Courant alternatif

n'étant plus diffusé en kiosque,
a besoin de **nouveaux abonnés**
10 numéros + hors séries

30 euros

Chèque à l'ordre de "La Galère"

OCL égregore, B.P 81213 -
51058 Reims cedex
Abonnez des amis !
Tarifs réduits
(pour les fauchés) : 18 euros